

Bulletin d'histoire politique

Des sondages historiques, des sondages politiques. Le Dominion Institute, la Fête du Canada et le Jour du Souvenir.

Annie Beauchemin



Volume 14, Number 1, Fall 2005

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1055105ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1055105ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Beauchemin, A. (2005). Des sondages historiques, des sondages politiques. Le Dominion Institute, la Fête du Canada et le Jour du Souvenir. *Bulletin d'histoire politique*, 14(1), 263–277. <https://doi.org/10.7202/1055105ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2005

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Des sondages historiques, des sondages politiques.

Le *Dominion Institute*, la Fête du Canada et le Jour du Souvenir.

ANNIE BEAUCHEMIN
Candidate au doctorat en histoire
UQAM

À chaque année, la Fête du Canada du 1^{er} juillet et le Jour du Souvenir du 11 novembre deviennent des occasions incontournables pour beaucoup de Canadiens de vérifier la connaissance qu'ils ont du passé. Cette question intéresse aussi le *Dominion Institute*, un organisme privé à but non lucratif fortement dépendant des subventions fédérales. C'est dans un contexte politique particulier, un contexte post-référendaire tendu, que le *Dominion Institute* a été fondé en 1997 « par un groupe de jeunes gens préoccupés par l'effritement de la mémoire collective au Canada »¹. Pour lutter contre cet effritement, il a développé plusieurs programmes éducatifs. Mais l'Institut cherche aussi à prévenir en faisant de la sensibilisation. C'est ainsi qu'il propose périodiquement des sondages historiques qui deviennent les outils de cette sensibilisation, des outils qui offrent des résultats tangibles et clairs nécessaires pour attirer l'attention des médias.

Bien qu'ils soient en partie commandités par le Conseil pour l'unité nationale et que quelques-uns soient développés en collaboration avec la firme *Ipsos-Reid* et quelques historiens consultants, ces documents sont essentiellement conçus par le *Dominion Institute*. Ces questionnaires de sondage, tout en disant vouloir mesurer les connaissances des Canadiens sur l'histoire canadienne, tendent aussi à véhiculer une représentation particulière tant de l'histoire canadienne que de l'histoire elle-même. D'ailleurs, l'Institut mentionne lui-même l'influence certaine que peut avoir ce genre d'enquête sur les répondants : « En l'espace de six courtes années, l'Institut du Dominion a créé un impact profond sur la perception qu'ont les Canadiens de leur histoire et de leur citoyenneté collective par le biais de sondages originaux sur l'opinion publique »².

Les sondages sont donc les outils qui permettent au *Dominion Institute* de proposer publiquement des résultats « scientifiques » à la question abstraite de la

connaissance collective de l'histoire ou à celle de la connaissance de l'histoire collective. Ils sont d'ailleurs le plus souvent présentés de façon à justifier la mission de promotion de l'histoire canadienne, de son enseignement et des programmes éducatifs de l'Institut, celui-ci demeurant fortement dépendant des subventions gouvernementales et sa mission exigeant elle-même une certaine visibilité publique. Les communiqués de presse préparés par l'Institut empruntent donc généralement un ton alarmiste et pessimiste qui cherche à souligner les lacunes de connaissances des Canadiens, ton reproduit dans les médias de masse et en particulier dans les journaux³. Les médias incarnent ainsi une vitrine pour la diffusion des résultats des sondages. L'organisme prétend même que ses enquêtes ont été citées dans plus de deux mille articles de presse ou électroniques⁴. La diffusion publique des résultats dans les médias de masse vient donc certainement ajouter à l'influence que le discours sur l'histoire et sur l'histoire canadienne du *Dominion Institute* peut avoir⁵.

Le présent article est tiré du mémoire intitulé *Diffusion et représentations publiques de l'histoire au Québec : deux études de cas, 1997-2004*⁶. Cette étude s'inscrit dans un contexte de hausse significative de l'intérêt pour l'histoire et de forte croissance de son usage public. Elle aborde la vaste question des représentations de l'histoire publiquement véhiculées et de leurs incidences sur les rôles que l'histoire assume ou pourrait assumer socialement. L'hypothèse initiale de l'étude suggérait que, malgré les avancées pédagogiques et didactiques qui octroient un rôle nouveau à l'histoire, la représentation de l'histoire véhiculée dans la sphère de la diffusion publique actuelle ne se distingue pas significativement d'une conception plus traditionnelle. Elle proposait aussi que les usages publics actuels assumeraient toujours le rôle traditionnellement dévolu à l'histoire publique et même scolaire, celui de la transmission de composantes identitaires et d'un récit particulier de la nation. L'étude de la programmation de la chaîne de télévision spécialisée *Historia* et des questionnaires de sondage proposés par le *Dominion Institute* depuis 1997, a permis de vérifier en partie cette hypothèse. En fait, il serait plus juste de dire qu'il existe, au sein de la sphère de la diffusion publique de l'histoire, des représentations de l'histoire multiples et inégales, traditionnelles ou plus novatrices, et non seulement une unique conception strictement traditionnelle de l'histoire. Mais, dans le cas qui nous occupe présentement, nous verrons que les documents d'enquête à l'étude revêtent plutôt les aspects de cette dernière conception.

Le corpus était constitué par les 182 questions d'une dizaine de questionnaires proposés par le *Dominion Institute* depuis sa fondation en 1997⁷. Toutefois, comme certaines d'entre elles ne visaient tout simplement pas l'évaluation des connaissances historiques des répondants sur l'histoire du Canada, elles ont été rejetées. En effet, 74 questions semblaient plutôt vouloir mesurer l'impact d'événements traumatisants récents sur la fibre patriotique des répondants, l'importance des héros pour l'unité nationale, l'importance d'instaurer ou non des standards nationaux d'éducation, ou l'attrait actuel des activités commémoratives chez les répondants. De plus, on n'hésite pas à utiliser à des fins politiques certains documents d'enquête associés à la connaissance de l'histoire. Par exemple, on profite du jour du Souvenir et de l'émotion qu'il suscite pour demander aux répondants s'ils supporteraient un accroissement du budget alloué aux dépenses militaires, s'ils se porteraient volontaires

ou s'ils ont un membre de leur famille qui fait partie des Forces armées canadiennes. Il va donc sans dire qu'une sélection des questions pertinentes à la réflexion qui était en cours s'imposait.

Toutes ces enquêtes, à l'exception de deux, ont été menées peu avant la tenue de deux événements annuels hautement symboliques pour la nation canadienne : la Fête du Canada du 1^{er} juillet et le jour du Souvenir du 11 novembre. Mais ce type de sondage peut aussi être administré au moment de certains débats sociaux concernant de près ou de loin la mémoire ou la symbolique historique. Par exemple, l'Institut a conduit une enquête au début du mois de janvier 2002 à propos de la connaissance qu'ont les Canadiens de leurs Premiers ministres au moment même où l'on débattait de la pertinence d'un congé férié pour les honorer. Il n'hésite d'ailleurs pas à poser clairement la question aux répondants.

LES QUESTIONS HISTORIQUES DE SONDAGE ET REPRÉSENTATION DE L'HISTOIRE

L'aspect le plus frappant des questions historiques de sondage du *Dominion Institute* est leur caractère politique prononcé. En effet, si l'on considère que l'histoire est politique lorsqu'elle aborde de près ou de loin des faits politiques, on constate que ce caractère imprègne près de 80 pour cent des questions historiques étudiées. Cet état de fait tend à véhiculer une représentation avant tout politique de l'histoire nationale canadienne, ainsi qu'une représentation plus traditionnelle de l'histoire elle-même que la prégnance des thèmes politiques marque encore très profondément.

L'aspect politique des questions historiques retenues se révèle de façon intéressante. En effet, ce ne sont pas tous les faits d'histoire politique qui peuvent faire l'objet d'une question : la presque totalité de ces questions relatent des faits d'histoire de l'État fédéral canadien. En fait, qu'elle soit politique ou non, l'histoire propre aux différentes provinces qui forment le pays n'est évoquée qu'exceptionnellement. Si l'on ne considère pas les questions qui mentionnent le nom de provinces mais qui portent avant tout sur la Confédération canadienne, on ne repère que trois questions sur un total de 108 qui traitent de l'histoire provinciale, ce qui représente donc moins de trois pour cent du corpus.

Ainsi, l'histoire à laquelle se rapportent une majorité de questions est avant tout politique puis se veut pancanadienne. Mais cette histoire nationale est elle aussi assez réductrice. En fait, il est étonnant de constater que plus de la moitié des questions d'histoire politique portent exclusivement sur trois moments historiques forts de l'histoire canadienne : l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui consacre l'union fédérale que l'on nomme communément la Confédération, et tout ce qui s'y rapporte ; la Première Guerre mondiale ; et la Deuxième Guerre mondiale. Il va sans dire que cet état de fait suggère une survalorisation de ces moments et implique une vision de l'histoire encore plus singulière. Ainsi, si l'histoire politique est à l'honneur au sein des documents à l'étude, l'histoire politique intérieure du Canada demeure par contre peu explorée. Outre le rappel fréquent des événements entourant la fondation du pays, la plupart des questions d'histoire politique se posent

donc d'un point de vue internationaliste et permettent avant tout d'insister sur les diverses contributions du Canada sur la scène mondiale.

Un autre thème marquant les questions historiques retenues est celui de l'histoire militaire. En fait, l'espace occupé directement par les faits militaires canadiens est très significatif dans le corpus. Aussi, plus de la moitié des questions d'histoire politique traitent des plus grandes contributions militaires canadiennes (plan de bataille de Vimy, les Casques bleus) ; honorent des héros militaires nationaux (Georges P. Vanier, Arthur Currie) et les vétérans (Jour du Souvenir, le symbole du coquelicot) ; ou rappellent les grandes guerres (Première Guerre mondiale, Deuxième Guerre mondiale, Guerre de Corée) et batailles (Débarquement de Normandie) auxquelles a pris part le pays, ses victoires (Vimy) et ses défaites (Dieppe).

Le caractère éminemment politique et militaire des questions historiques contenues dans les documents de sondage conçus par le *Dominion Institute* assure la pérennité d'un autre trait de l'histoire traditionnelle. Cette histoire politique exclut par sa nature un nombre infini de sujets d'histoire sociale ou d'histoire culturelle, mais écarte aussi un nombre tout aussi considérable d'acteurs de l'histoire. C'est le cas des femmes qui n'occupent qu'une infime place au sein du corpus à l'étude⁸. En fait, des 85 questions à caractère politique, cinq d'entre elles sont réservées à l'histoire politique des femmes. Mais cette proportion diminue encore lorsque l'on considère la totalité des questions historiques retenues, tout type confondu. En effet, on constate alors qu'uniquement six questions sur un total de 108 traitent de l'histoire des femmes.

De plus, quand on effleure ce thème, les connaissances historiques rappelées dans les questionnaires ne sont pas suffisantes pour l'approfondir. Par exemple, lorsque à trois reprises on rappelle l'obtention du droit de vote fédéral pour les femmes en 1921, on n'évoque nullement le nom des organismes et des représentantes féministes qui se sont battus, leurs contributions, ou les actions qui ont été menées par les groupes de militantes. Selon un autre questionnaire, c'est la Première Guerre mondiale qui a pressé le gouvernement fédéral à octroyer le droit de vote aux femmes en 1921. De la même façon, une formulation comme celle de la question « Quand le droit de vote a-t-il été donné aux femmes ? » ne suggère pas les luttes féministes qui ont mené à l'obtention du droit de vote pour les femmes, si bien qu'on croirait que ces luttes n'ont jamais existé. L'histoire des femmes n'occupe donc pas d'abord une place importante au sein du corpus et se trouve même dénaturée lorsqu'elle est évoquée.

Bien qu'elle se confonde souvent avec l'histoire politique et militaire, la place importante réservée à l'histoire d'individus constitue l'un des autres aspects incontournables du corpus d'étude. En effet, on dénombre 31 questions historiques qui portent directement sur une personnalité politique, militaire, sportive ou intellectuelle, sur un nombre total de 108, soit près du tiers d'entre elles. On constate que plus de la moitié des questions d'histoire d'individus portent sur des politiciens canadiens. Quant aux autres, elles honorent des scientifiques, des inventeurs, des astronautes, des militaires de renom, des intellectuels, des artistes, des sportifs, des compositeurs et des héros issus de la masse.

Bien que le caractère chronologique traditionnel⁹ ne puisse s'appliquer aux documents d'enquête comme aux questions qui les composent, le caractère événementiel de l'histoire qu'il implique domine pourtant le corpus. En effet, le mode d'évaluation privilégié par ce type d'enquête, la question qui n'appelle qu'une seule réponse, implique la sélection de faits historiques précis. Par le fait même, ce type de document tend donc à véhiculer la représentation traditionnelle d'une histoire strictement factuelle, ce sur quoi nous reviendrons plus loin.

Cependant, il est aussi pertinent de s'intéresser à la *temporalité* des faits qui font l'objet de questions historiques de sondage car, si la forte prégnance du caractère politique écarte un nombre important d'acteurs de l'histoire, la décision de privilégier certaines périodes évacue un nombre peut-être encore plus considérable de sujets historiques. On remarque d'abord que l'histoire des Autochtones et l'histoire du régime français demeurent très peu explorées. En effet, elles font respectivement l'objet de deux et de quatre questions, ce qui paraît fort réducteur de la période et des espaces qu'elles couvrent. Et si davantage de questions réfèrent à l'histoire de la Nouvelle-France, deux parmi les quatre visent à la clore en évoquant la bataille des Plaines d'Abraham et l'avènement du régime britannique.

L'histoire de ce dernier est, quant à elle, mieux représentée au sein du corpus. Elle fait l'objet de 12 questions, soit un peu plus de dix pour cent du nombre total de questions, ce qui peut paraître somme toute équilibré pour une période qui, *grosso modo*, ne dure qu'un siècle. Or il existe tout de même un déséquilibre extrêmement prononcé avec la période suivante, celle de l'histoire de l'entité politique actuelle du Canada. En effet, l'histoire du pays proprement dit, celle qui débute avec l'événement fondateur du Canada, la Confédération, fait l'objet de près de 85 pour cent des questions historiques de sondage, soit 90 des 108 questions à l'étude.

Outre l'intérêt marqué pour cette histoire de l'union fédérale, on constate aussi un fort intérêt pour l'histoire du xx^e siècle : 70 questions sur un total de 108, soit près de 65 pour cent d'entre elles. Par contre, on se rend aussi compte d'un intérêt plus marqué pour la première moitié du siècle. Conséquemment, très peu de place est allouée aux questions plus traditionnelles d'histoire des Autochtones, de la Nouvelle-France ou de l'Empire britannique. Cet aspect particulier transmet donc l'idée que l'histoire peut être très récente, ce qui rompt cette fois avec une conception ancienne de l'histoire.

Pour clore l'analyse des principaux aspects des questions historiques de sondage proposées par le *Dominion Institute*, nous aimerions aborder un dernier point, le plus important selon nous. L'interprétation unique marque indiscutablement le discours sur l'histoire des questionnaires à l'étude. En effet, ainsi que nous l'avons souligné précédemment, le mode d'évaluation privilégié par ce type d'enquête, la question qui n'appelle qu'une seule réponse, implique la sélection de faits historiques précis. Par le fait même, ce type de document tend donc à véhiculer la représentation traditionnelle d'une histoire strictement factuelle qui ne peut apparaître autrement que tout à fait vraie.

En plus d'évacuer toute la complexité historique, on ignore surtout l'idée d'un récit construit. En effet, tout l'appareil moteur des réflexions et du travail historien, à savoir l'historiographie, ses lacunes, les problèmes qu'elle pose, ses débats, ses courants, se trouve complètement ignoré par les documents d'enquête sélectionnés. On

tend ainsi plutôt à évacuer l'aspect interprétatif de l'histoire : la forme des questions induit cette notion de *Vérité* et elle l'associe à la vision de l'histoire qu'on propose. Bien que l'on s'en tienne essentiellement à l'énonciation stricte de faits historiques et que l'on n'aborde pas la question de l'interprétation de ceux-ci, on n'en véhicule pas moins une véritable vision de l'histoire canadienne et de l'histoire elle-même qui s'exprime évidemment dans le choix des faits retenus et dans leur fréquence respective. Cette vision très réductrice de l'histoire du Canada et de l'histoire elle-même s'impose de façon très uniforme dans chacun des documents d'enquête à l'étude. Nous l'avons vu, les thèmes de la « Confédération », de la Première Guerre mondiale et de la Deuxième Guerre mondiale occupent ensemble plus de la moitié du corpus ; chacun des documents d'enquête retenus est marqué par au moins l'un de ces thèmes et, le plus souvent, par deux ou par la totalité d'entre eux. Cette réalité semble être en contradiction avec les objectifs que le *Dominion Institute* dit vouloir poursuivre. En effet, sur la page d'accueil du site Internet de l'organisme, on peut lire que :

L'Institut du Dominion a été projeté sur l'avant-scène grâce à ses sondages pertinents et inspirants sur *la connaissance qu'ont les Canadiens du passé de leur pays*. Cités dans plus de deux mille articles de presse et électroniques, la recherche en politiques publiques de l'*Institut a joué un rôle majeur dans l'évaluation de la connaissance historique* et civique des Canadiens et dans le maintien des questions d'instruction culturelle à l'ordre du jour¹⁰.

Il semble tout à fait dangereux d'associer une vision aussi réductrice de l'histoire à *la connaissance qu'ont les Canadiens du passé de leur pays* ; on présente l'illusion d'une exhaustivité certaine et cela alors qu'aucun équilibre n'existe au sein du corpus. De plus, nous nous questionnons à propos du rôle majeur que l'Institut affirme avoir joué dans l'évaluation de la connaissance historique des Canadiens en concevant ce type d'enquête. En fait, on n'y évalue en rien la connaissance de l'histoire du Canada que les répondants peuvent maîtriser ; on les interroge sur des faits bien précis et que l'on a assurément sélectionnés avec soin. Puisque la notion d'*évaluation* implique nécessairement celles de *réussite* et d'*échec*, on associe la connaissance des faits sélectionnés, faits qui peuvent être plus ou moins déterminants et représentatifs de l'histoire nationale, à la réussite tandis que leur ignorance est associée à une mauvaise connaissance du passé du pays. Il importe peu que les répondants aient acquis d'autres connaissances historiques. L'important demeure la connaissance des faits circonscrits par les questionnaires, ce qui peut paraître complètement incohérent avec l'objectif de promotion de l'enseignement de l'histoire que l'Institut dit s'être donné.

Ainsi, si l'on semble vouloir toujours marteler les répondants avec les mêmes questions, cela ne vise pas véritablement la transmission stricte de connaissances historiques qui, de toute façon, se trouvent limitées par le choix et la fréquence des faits valorisés. On semble plutôt chercher à laisser une impression durable de ce qu'il faut ou faudrait retenir de l'histoire du Canada, et non une impression globale de compréhension de l'expérience ou des expériences nationales. Il en résulte donc des

documents très orientés et très directifs qui agissent un peu dans le sens de la didactique traditionnelle de l'histoire scolaire dont les objectifs restaient essentiellement de faire mémoriser un récit afin d'assurer sa reproduction. La vision de l'histoire du Canada véhiculée par les questions de sondage conçues par le *Dominion Institute* demeure ainsi nécessairement incomplète. Elle ne peut donc pas prétendre à une certaine exhaustivité, ni affirmer véhiculer un discours sensible à la pluralité des expériences nationales.

FONCTIONS DES QUESTIONS HISTORIQUES DE SONDRAGE

Comme nous l'avons vu, les documents d'enquête par sondage ne prétendent pas assumer un rôle dans la transmission de connaissances historiques larges et multiples. Ils incarnent des outils de sensibilisation aux prétendues lacunes de connaissance des Canadiens. Mais, par le mode d'évaluation choisi et la forme des questions, on cherche aussi à y construire une interprétation de l'histoire canadienne qui arrive à s'imposer en se posant comme exhaustive et vraie. Il va sans dire que ces documents d'enquête assument ainsi de fortes fonctions politiques ne pouvant se saisir qu'à la lumière des différentes missions que l'Institut se donne.

La première fonction qu'assument les questionnaires historiques à l'étude semble être celle de la transmission d'une vision particulière de l'histoire canadienne, celle de la construction de la nation (*nation building*). Ainsi, l'événement politique fondateur du Canada, la Confédération, et tout ce qu'il implique, occupe une place très significative au sein du corpus ; il fait l'objet du sixième des questions historiques retenues. De même, les deux grandes guerres du ^{xx}e siècle, au cours desquelles le pays s'est particulièrement distingué et la place ainsi que l'influence du Canada sur la scène internationale se sont considérablement accrues, marquent près du tiers du corpus total. Plus encore, ces trois événements incontournables dans l'histoire nationale du Canada font ensemble l'objet de près de la moitié des questions historiques de sondage à l'étude. Évidemment, comme la plupart des enquêtes ont été réalisées peu avant la fête du Canada du 1^{er} juillet ou peu avant le Jour du Souvenir du 11 novembre, ces thèmes apparaissent bien sûr tout indiqués dans l'élaboration des questionnaires. Mais le rappel de ces moments fondateurs et significatifs dans le processus d'affirmation de la nation permet surtout d'introduire les éléments particuliers d'une expérience canadienne commune à tous les Canadiens, ce qui incarne l'une des préoccupations les plus chères du *Dominion Institute*.

Cet état de fait n'est pas sans rappeler la conception de l'histoire du pays qui prévalait dans l'historiographie canadienne avant les années 1970. En effet, selon l'historien Carl Berger :

One of the most persistent strands in Canadian historical literature since the First World War has been the concentration on Canadian national history and nationality. Historians have not only attempted to explain how Canada as a nation state came into existence but have isolated the common patterns that affected the country as a whole. National history was immensely strengthened by the impact of the war on Canada's status,

by the « nationalizing » experience of military service, and by the strivings for an authentic Canadian mode of expression that would convey the internal texture and dynamic of its life¹¹.

C'est aussi la conception de l'histoire canadienne que défendent toujours certains historiens, dont J. L. Granatstein et Robert Bothwell¹². Pour eux, la dévalorisation du fait politique et l'importance exagérée accordée à l'histoire sociale depuis le début des années 1970 ont largement contribué à l'effritement de l'unité du pays. C'est aussi la position du *Dominion Institute* et du Conseil pour l'unité canadienne, l'un des principaux partenaires de l'organisme privé. Ainsi, à ce propos, le président du Conseil, Jocelyn Beaudoin, note clairement que : « We believe dialogue and discussion about formative events in our past will lead to greater understanding of our evolution as a nation »¹³. Dans la même voie, Rudyard Griffith, le directeur de l'Institut, en commentant les excellents résultats de répondants américains à un questionnaire similaire portant sur l'histoire américaine, affirme que les « Canadians would do well to pay attention to this poll. It provides yet another indication that the strength of a nation's identity rests on its citizens sharing a common body of factual knowledge. In a world of globalization and value change, Canada should take heed of the America example »¹⁴.

C'est ainsi que le *Dominion Institute* en arrive à privilégier le thème de la construction historique de la nation proprement dite. Cependant, si l'on rappelle les trois composantes majeures (la Confédération, la Première Guerre mondiale et la Deuxième Guerre mondiale) de cette histoire du *nation building*, on n'en effectue pas moins ici un tri étonnant qui en écarte d'autres apparaissant pourtant tout aussi incontournables. En effet, certaines de ces composantes ne sont qu'effleurées dans le corpus comme, par exemple, la question de la colonisation de l'Ouest canadien et de la construction économique du pays par le chemin de fer. Mais c'est aussi entre autres le cas d'événements historiques fondateurs dont l'interprétation ne fait toujours pas l'unanimité, tels la Conquête ou le rapatriement de la constitution en 1982.

D'autres encore sont ignorés. En effet, l'absence complète de la mention du Statut de Westminster de 1931 étonne. Il nous semble pourtant qu'il s'agit là d'un événement éminemment fondateur et incontournable dans l'histoire nationale. En vertu de lui, le Canada obtint le statut de « Dominion » indépendant, ce qui signifie entre autres que le Canada pouvait dès lors prendre officiellement en main ses affaires étrangères. Le Statut de Westminster apparaît donc comme une étape cruciale du processus d'affirmation de la souveraineté nationale du Canada et confirme la perte de son statut de simple colonie de l'Empire britannique. En fait, par le Statut de Westminster, la Grande-Bretagne confère au Canada sa pleine souveraineté et sa personnalité internationale. Or il doit être davantage perçu comme une simple formalité dans cette conception particulière de l'histoire du Canada, comme une suite évidente et logique du rôle prépondérant que le pays a joué lors de la Première Guerre mondiale et ce, puisque l'Institut ne semble pas le reconnaître comme une étape incontournable en ne l'évoquant pas.

C'est donc essentiellement une vision de l'histoire du territoire, qui s'articule autour de trois moments déterminants dans le processus d'affirmation d'une identité particulière et canadienne, que l'on veut véhiculer. En mettant un tel accent

sur l'événement fondateur de l'entité politique canadienne, elle propose une vision d'abord politique de l'histoire du Canada. Quant au fort intérêt pour l'histoire des deux guerres mondiales, il démontre à quel point ces événements ont été déterminants dans l'affirmation du Canada sur la scène internationale, notamment son désir d'en devenir un acteur prépondérant. C'est donc aussi une vision très internationaliste de l'histoire du Canada qui nous est suggérée par les questions historiques de sondage.

Enfin, le fort intérêt du *Dominion Institute* pour la promotion d'un bagage commun de connaissances historiques ne laisse évidemment que peu de place à l'histoire provinciale et à celles des relations entre les provinces et l'État fédéral. En effet, nous l'avons vu, on explore très peu le rôle des provinces du pays qui incarnent pourtant une dimension politique fondamentale du Canada. Elles se trouvent même à certains égards dénoncées dans l'un des communiqués de presse de l'Institut dont le titre est *Canadians' Knowledge of their History and Culture Remains Regionalized*¹⁵. Nous pouvons donc aussi penser que les documents d'enquête conçus par le *Dominion Institute* véhiculent une vision certainement centralisatrice de l'histoire du pays, ce qui est tout à fait cohérent avec les objectifs de promotion de l'histoire de l'État fédéral et de l'unité nationale que s'est fixé cet organisme privé. En ce sens, les documents d'enquête assument aussi une fonction tout à fait politique de promotion de l'option fédéraliste et centralisatrice.

Évidemment, le déséquilibre marqué entre l'histoire politique canadienne et le reste de l'histoire du pays, celui entre l'histoire politique fédérale et l'histoire politique provinciale, de même que l'inégalité de l'intérêt porté à chacune des composantes fondamentales de la nation canadienne, impliquent une vision particulière de l'histoire du Canada, une vision qui peut apparaître très étrangère à celle que l'on a transmise et transmet encore au Québec. Il va donc sans dire que cette vision particulière nie aussi l'existence d'une nation proprement québécoise. Ainsi, en plus de promouvoir l'enseignement et la diffusion d'un bagage commun de connaissances historiques chez tous les Canadiens, elle cherche à bien identifier les différentes composantes fondamentales de l'identité canadienne ou, plus précisément, de l'identité canadienne-anglaise, composantes que l'on circonscrit bien.

D'abord, l'idée des deux peuples fondateurs marque le corpus. Bien qu'elles soient peu nombreuses, quelques questions rappellent en effet les origines ethnoculturelles des premiers habitants du Canada en faisant des Loyalistes et des coureurs des bois leur objet. D'autres encore évoquent le fait français en traitant des Acadiens. Par contre, bien peu de place est réservée au fait autochtone qui ne marque que deux questions sur un total de cent huit. Le sujet des relations entre les deux peuples fondateurs n'est pas non plus très approfondi dans le corpus. Cependant, la question historique portant sur l'alliance de LaFontaine et Baldwin est à elle seule assez éloquentes ; elle en dit long sur la conception de l'Institut à propos de ces relations. En effet, cette alliance politique incarne le symbole de la coalition et du dialogue entre anglophones et francophones, symbole cher au *Dominion Institute*. C'est dans cette voie et dans un contexte politique tendu qu'il propose depuis 2000, conjointement avec John Ralston Saul, le symposium LaFontaine-Baldwin dont « l'objectif est d'offrir chaque année un lieu où rendre hommage à deux des plus grands réformateurs

politiques du Canada et d'encourager le débat sur les antécédents historiques et les contours futurs de notre démocratie »¹⁶.

La forte volonté des Canadiens anglais de se distinguer des Américains est aussi palpable au sein du corpus. En fait, bien que peu nombreuses compte tenu des liens très étroits qui unissent les deux pays, les six questions qui traitent des relations du Canada avec les États-Unis réussissent bien à en dresser le portrait et à souligner leur ambiguïté. En effet, on arrive bien à exprimer l'interdépendance commerciale, sociale et même politique des deux pays. Toutefois, deux questions sur six rappellent que les États-Unis ont déjà été une nation ennemie lorsqu'ils envahirent le Canada en 1812, ce qui témoigne certainement de la position canadienne ambivalente face aux États-Unis et peut-être même du relatif anti-américanisme ambiant.

Le discours du *Dominion Institute* sur l'histoire tend à transmettre tout un bagage de valeurs qui forgent aussi cette identité canadienne, identité que l'on veut moins conservatrice que celle des Américains, plus ouverte, inclusive et tolérante. Phénomène le plus associé à la diffusion historique publique et dont plusieurs historiens ont récemment discuté¹⁷, la transmission de valeurs morales collectives marque donc également le corpus d'étude, valeurs que l'on veut canadiennes et objets de fierté nationale, ce qui vise évidemment à renforcer l'unité et la cohésion du pays.

D'abord, on veut affirmer le progressisme du pays. Pour ce faire, on n'évoque toutefois pas la question de l'État providence et de l'interventionnisme. Entre autres choses, on insiste plutôt sur l'idée de l'égalité des sexes en mentionnant à plusieurs reprises dans le corpus la question de l'obtention du droit de vote fédéral pour les femmes en 1921. De la même façon et pour faire valoir cette même idée, on y récupère aussi les noms de Kim Campbell et de Roberta Bondar comme celles qui ont été respectivement la première femme Première ministre et la première femme astronaute dans l'espace du Canada.

Au Canada, le progressisme rime aussi avec le multiculturalisme, l'ouverture et la tolérance. Bien que nous ayons vu précédemment que cette question n'était pas bien approfondie dans le corpus, elle n'en est pas moins effleurée afin de souligner la diversité culturelle toute particulière du pays. Sans nécessairement octroyer pour autant une place significative aux faits d'histoire culturelle et ethnoculturelle, on semble simplement vouloir exprimer l'idée que l'unité du pays n'est pas incompatible avec l'existence de nombreuses et diverses communautés culturelles.

La valeur de l'engagement est aussi à l'honneur au sein du corpus. La place prépondérante allouée aux diverses contributions militaires canadiennes en témoigne bien. Mais on montre que l'engagement canadien peut aussi se manifester sur les plans politique et humanitaire, en évoquant notamment les luttes qu'a livrées le Canada au régime de l'Apartheid en Afrique du Sud et aux mines anti-personnel au cours des années 1990. D'ailleurs, le Canada est devenu, au cours du xx^e siècle, un chef de file dans la promotion de la paix et il a toujours privilégié les voies de la diplomatie. C'est certainement l'idée que l'on veut transmettre en rappelant à plusieurs reprises l'obtention du Prix Nobel de la Paix par Leaster B. Pearson pour ses efforts dans le règlement de la crise du canal de Suez en 1957. De la même façon, la création et les interventions des troupes canadiennes de maintien de la paix font aussi l'objet de plusieurs questions historiques de sondage.

La mention des fondements juridiques canadiens tels que la Charte des Droits et des Libertés et la constitution tendent, quant à elles, à réaffirmer les valeurs de démocratie et de justice sur lesquelles l'État de droit du Canada s'est construit. Finalement, l'ordre et le respect des traditions sont aussi des valeurs auxquelles on semble accorder une relative importance dans le corpus. En effet, bien qu'elles ne soient pas nombreuses, certaines questions rappellent que le régime canadien est celui de la monarchie constitutionnelle et évoquent la fidélité des Loyalistes à la Couronne britannique.

Enfin, pour favoriser l'adhésion à son discours, le *Dominion Institute* doit aussi s'assurer de susciter les sentiments de fierté et de patriotisme chez les répondants par l'entremise de questions qui les valorisent et les flattent. Pour y arriver, il exploite beaucoup la question des contributions canadiennes et celle du rôle du Canada sur la scène internationale. En effet, ils font l'objet de près du tiers des questions retenues, ce qui n'est certainement pas négligeable. Bien sûr, on rappelle aussi les plus grandes découvertes scientifiques et réalisations technologiques canadiennes telles que la découverte de l'insuline, l'épopée de la construction du fameux chemin de fer transcontinental ou la conception de la motoneige. Mais on ne manque pas non plus de souligner la participation active du pays dans le domaine aérospatial.

Pendant, on insiste encore une fois bien davantage sur l'aspect politique, militaire et juridique du rôle du Canada sur cette scène internationale dominée par les États-Unis, rôle que l'on veut voir reconnu. Politiquement et juridiquement, on présente le pays comme un exemple à suivre. On insiste notamment sur la contribution du Canada aux deux organisations internationales de l'O.N.U. et de l'O.T.A.N., à la Cour internationale de justice, et on rappelle les fondements juridiques qui assurent aux citoyens canadiens le respect de leurs droits et libertés tels évidemment que la Charte des Droits et Libertés et la constitution du pays. Comme nous l'avons déjà mentionné, on cherche surtout à réaffirmer le Canada comme un pays qui œuvre pour la paix et dont les interventions apparaissent toujours exemplaires, légitimes et totalement désintéressées.

Militairement, on remémore les glorieuses interventions canadiennes menées au cours de la Première Guerre mondiale, la Deuxième Guerre mondiale et la guerre de Corée, la bataille de Vimy et celle du débarquement de Normandie particulièrement. Par ailleurs, nous notons que la contribution des vétérans est souvent honorée. En fait, l'importance qu'accorde l'Institut à cette contribution s'inscrit au cœur même de l'une des missions qu'il s'est donné, une mission de conservation et de transmission de la mémoire des vétérans. En effet, en association avec le ministère des Anciens combattants du Canada, le *Dominion Institute* a développé un programme éducatif intitulé *Rencontre avec un vétéran* dans le cadre de son vaste *Projet Mémoire* car, selon son directeur, Rudyard Griffith, « the poor score of youth indicates that we have all but broken our promise to remember the service and sacrifice of our veterans »¹⁸. Ainsi, ce programme s'efforce de maintenir le souvenir des réalisations et des sacrifices consentis par ceux et celles qui ont servi le Canada en temps de guerre et de paix, d'amener les communautés à participer aux activités qui rendent hommage à ces réalisations et sacrifices et de promouvoir une compréhension de l'importance de ceux-ci dans la vie telle que nous la connaissons aujourd'hui au Canada¹⁹.

Toujours pour aviver la fierté nationale des répondants et leur patriotisme, on évoque aussi les pans plus positifs de l'histoire du Canada bien davantage que les plus sombres. Par exemple, plus de questions sont allouées à la bataille de Vimy et au débarquement de Normandie qu'à l'assaut tragique de Dieppe. Globalement en fait, c'est une vision assez harmonieuse de l'histoire du pays que proposent les questionnaires à l'étude. Par exemple, alors que l'on évacue presque complètement les faits d'histoire autochtone, on tient par contre à faire jouer un rôle incontournable aux Amérindiens dans la découverte du fleuve Saint-Laurent par Cartier : « En 1535, quel fameux explorateur européen remonta le fleuve Saint-Laurent, avec l'assistance des Autochtones, et prit possession du territoire au nom de la France ? »²⁰.

Cette volonté de souligner ces pans d'histoire plus positifs fait naître de bien drôles de constats. En effet, si, entre autres choses, l'on évoque l'*Underground Railway* que les Noirs empruntaient lors de la Guerre civile américaine pour rejoindre le Canada, on ne dit pourtant pas qu'à la fin du XIX^e siècle, le Canada leur était formellement interdit²¹. Et si l'on remémore le référendum sur la conscription de 1942, on tait par contre la controversée conscription de 1917. On semble aussi vouloir apaiser les expériences nationales les plus douloureuses et dont l'interprétation ne fait toujours pas l'unanimité, en en faisant incomber la plupart à la Grande-Bretagne. C'est le cas de la déportation des Acadiens, de la Conquête, des troubles de 1837-1838 et du rapatriement de la constitution en 1982.

L'utilisation de l'idée de groupe et de la collectivité sert généralement à aviver une fierté identitaire et à favoriser l'inclusion et l'adhésion à une identité moins politique que sociale. Toutefois, ce ne semble pas être le cas ici. En fait, le plus souvent, lorsque l'on évoque des faits d'histoire ethnoculturelle dans les sondages à l'étude, on rappelle par la même occasion les pans les plus sombres de l'histoire canadienne, ce qui ne contribue évidemment pas à favoriser la fierté nationale. Par cette stratégie, on semble davantage vouloir ajouter à l'illusion d'exhaustivité et d'objectivité qui caractérise les questionnaires du *Dominion Institute*.

Mais, ce faisant, l'Institut poursuit aussi un tout autre objectif. En effet, en évoquant la disparition des Béothuks, la déportation des Acadiens, la taxe imposée aux Chinois pour immigrer, ou l'internement des Japonais en 1942, il veut insister sur l'évolution des lois constitutionnelles au Canada, un autre thème incontournable du corpus. Pour illustrer cette évolution, on évoque différentes étapes qui ont conduit les femmes à la pleine participation politique : d'abord le droit de vote et ensuite le jugement de 1929 nommé *The Person Case* qui procurait aux femmes le plein accès à la politique. C'est aussi ce que le *Dominion Institute* cherchait à faire lorsqu'il organisa une reconstitution controversée du procès de Louis Riel à la télévision d'État anglophone à l'automne 2002. L'objectif de cette reconstitution était de « déterminer si le leader métis serait condamné pour haute trahison s'il était jugé aujourd'hui selon les nouvelles lois constitutionnelles de 1982 »²².

Cette préoccupation toute particulière pour l'évolution des lois constitutionnelles et pour les instruments juridiques garantissant les droits et libertés des Canadiens s'inscrit elle aussi au cœur d'une autre mission que se donne l'organisme, une mission d'éducation à la citoyenneté. Il ne faut toutefois pas confondre le sens que le *Dominion Institute* en donne avec celui qu'utilisent les études en didactique qui

promouvent le développement du sens critique par l'enseignement de l'histoire. En effet, il tend plutôt à transmettre les paramètres les plus importants de la citoyenneté canadienne, ce qui incarne la continuité logique et cohérente de la vision politique de l'histoire canadienne de l'Institut qui se réduit en fait à celle du *nation building*.

Finalement, pour susciter le sentiment patriotique chez les répondants, les documents d'enquête à l'étude n'hésitent pas à faire une utilisation de la notion de héros collectif. Bien sûr, compte tenu de la prégnance du thème politique, beaucoup de ceux qui sont cités sont des hommes politiques qui ont été déterminants dans l'histoire canadienne ou sont des héros militaires notoires. Mais on veut aussi transmettre le goût de s'associer à ces héros. Pour ce faire, on privilégie des héros populaires comme Terry Fox et le joueur de hockey qui compta le but gagnant contre les Soviétiques lors de la série du siècle, Henderson.

Bien sûr, on n'hésite pas non plus à multiplier les questions traitant des symboles nationaux les plus sensibles tels que l'hymne national, le slogan associé à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, le *Bluenose*, le fameux poème de guerre intitulé *In Flanders Fields*, ou le coquelicot. Finalement, toujours pour favoriser une plus grande cohésion, on interpelle le sentiment patriotique des Canadiens en rappelant fréquemment les plus grands drames de l'histoire nationale comme l'invasion américaine de 1812, l'explosion à Halifax en 1917, l'épidémie d'influenza en 1918 et, bien sûr, l'assaut tragique de Dieppe.

Cette réflexion sur les documents d'enquête du *Dominion Institute* a permis de distinguer les aspects d'une représentation publique traditionnelle de l'histoire et de ses fonctions sociales. En plus de remplir la fonction politique de promotion de l'option fédéraliste centralisatrice, ils tendent à transmettre les composantes d'une identité proprement canadienne. L'énonciation des valeurs que l'on veut canadiennes et des diverses contributions du pays, le recours aux héros nationaux ou aux symboles hautement sensibles, incarnent autant de stratégies pour favoriser l'adhésion au discours sur l'histoire canadienne que le *Dominion Institute* propose.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Site Internet du *Dominion Institut* : <http://www.dominion.ca/French/home.html>
2. *Ibid.*
3. Par exemple : « Le Canada est un pays méconnu de ses habitants », *La Presse*, 2 juillet 2000 ; « Les Canadiens ont la mémoire courte », *Le Soleil*, 12 novembre 1998 ; « Les jeunes Canadiens ne connaissent pas l'histoire de leur pays », *La Presse*, 30 juin 1997.
4. Entre autres, les résultats des sondages menés pour la Fête du Canada sont toujours diffusés dans l'édition de la Fête du Canada du quotidien *The Globe and Mail* (<http://www.dominion.ca/French/polls.html>).
5. Cet état de fait induit une question particulièrement intéressante, celle d'un deuxième public et d'une double diffusion. Il y a évidemment d'abord l'administration elle-même du questionnaire qui constitue une première manifestation publique, et les répondants à l'enquête qui en composent le premier public. Dans un deuxième temps s'effectue la diffusion publique des résultats et des conclusions des enquêtes.

6. Annie Beauchemin, *Diffusion et représentations publiques de l'histoire au Québec : deux études de cas, 1997-2004*, mémoire de M.A. (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, janvier 2005.
7. Ce n'était ni la totalité des 14 enquêtes disponibles sur le site du *Dominion Institute*, ni toutes les questions qui les composent qui ont été retenues dans le cadre de l'analyse. Nous n'avons conservé que les questions d'ordre historique dont le nombre total s'élève à 108 mais qui ne sont toutefois pas toutes différentes. Chacune des enquêtes retenues a été conduite auprès de 1000 à 1500 personnes et leur marge d'erreur établie entre 2,5 et 3,1 pour cent, 19 fois sur 20. À l'exception d'une seule enquête qui visait les jeunes de 18 à 24 ans, elles se fondent sur des échantillons statistiquement conformes à la répartition géographique des Canadiens ainsi qu'à la répartition selon le genre et l'âge. Chacun des questionnaires est évidemment traduit en français et ce sont ces versions qui ont été utilisées. Enfin, toutes les questions retenues dans le cadre de la présente analyse sont des questions dites fermées, questions n'appelant qu'une réponse unique ou dont les paramètres, dans les rares cas de questions à choix multiples, sont fixés par le sondeur.
8. À ce sujet, voir Micheline Dumont, *Découvrir la mémoire des femmes. Une historienne face à l'histoire des femmes*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 2001.
9. L'aspect chronologique de l'histoire est conçu comme « l'habitude de se perdre dans des études d'origines, dans des investigations de diversités particulières, au lieu d'étudier et de comprendre *d'abord le type normal*, en le cherchant et le déterminant dans la société et à l'époque où il se rencontre » et s'assimile à une histoire qui serait essentiellement factuelle selon un célèbre critique de la conception traditionnelle de l'histoire, François Simiand. Voir François Simiand, « Méthode historique et science sociale (2e partie) », *Revue de synthèse historique*, 1903, p. 129-157. Texte reproduit dans François Simiand, *Méthode historique et sciences sociales*, textes et articles réunis par Marina Cedronio, Paris, Éditions des Archives Contemporaines, 1987, coll. Réimpression, p. 139-169.
10. <http://www.dominion.ca/French/polls.html>
11. Carl Berger, *The Writing of Canadian History. Aspects of English-Canadian Historical Writing : 1900 to 1970*, Toronto, Oxford University Press Canada, 1976, p. 259.
12. Robert Bothwell et J. L. Granatstein, *Our Century : the Canadian Journey in the Twentieth Century*, Toronto, McArthur, 2001 ; J. L. Granatstein, *Who Killed Canadian History and What Can We Do About it*, Toronto, CNIB, 2000.
13. *Annual Canada Day History Quiz*, 1^{er} juillet 2000.
14. *5th Annual Canada Day History Quiz*, 29 juin 2001.
15. *1998 Canada Day Quiz*, 30 juin 1998.
16. <http://www.operation-dialogue.com/lafontaine-baldwin/fl/accueil.html>
17. Marc Ferro et Jean Planchais, *Les médias et l'histoire. Le poids du passé dans le chaos de l'actualité*, Paris, Éditions du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, 1997 ; Carlo Ginzburg, *Le juge et l'historien*, Paris, Verdier, 1997 ; Jean-Noël Jeanneney, *Le passé dans le prétoire : l'historien, le juge et le journaliste*, Paris, Éditions du Seuil, 1998 ; Henry Rousso, *La hantise du passé : entretien avec Philippe Petit*, Paris, Les Éditions Textuel, 1998.
18. *1998 Remembrance Day Survey*, 10 novembre 1998.
19. http://www.vac-acc.gc.ca/remembers_fl
20. *Annual Canada Day History Quiz*, 01 juillet 2000.

21. Craig Brown, *Histoire générale du Canada*, Montréal, Éditions du Boréal, 1990 (1988), p. 459.
22. Marc Brennae, « Plainte au C.R.T.C », *Le Soleil*, 22 octobre 2002.